

RAPPORT DE LA 4^{ème} RENCONTRE AFRICAINE DE L'ESS « Bamako 2016 »

ESS, Vecteur de la forte résilience des peuples africains

SOMMAIRE

I. INTRODUCTION

II. Objectifs de la rencontre

Les objectifs de cette 4^{ème} rencontre sont les suivants :

Elle vise à évaluer le parcours du RAESS dans la promotion de l'ÉSS en Afrique, notamment en évaluant l'état de mise en œuvre de la feuille de route 2010-2015 et en échangeant sur les préoccupations relatives au cadre légal du développement de l'ESS à travers le continent. La rencontre permettra aussi d'identifier des pistes d'actions pour mieux positionner l'ÉSS sur le continent, notamment en partageant des expériences innovantes capitalisées.

III. Cérémonie d'ouverture

La cérémonie d'ouverture des travaux a été marquée par huit (8) interventions :

1. Mots de bienvenue du représentant du Maire du District de Bamako

La première intervention a été consacrée aux mots de bienvenue du représentant du Maire du District de Bamako, qui a d'abord souhaité la bienvenue à l'ensemble des participants, et en particulier, ceux venus des pays amis d'Afrique et de l'Europe (France). Il s'est ensuite félicité du choix porté sur sa ville pour abriter la présente rencontre, avant de réitérer tout l'intérêt de son agglomération pour le secteur de l'économie sociale et solidaire, qui constitue un puissant moyen de réduction de la pauvreté à laquelle Bamako est de plus en plus confrontée, à l'image de toutes les grandes villes de l'Afrique Subsaharienne.

2. Mots de cadrage du Président du RENAPESS

A la suite du représentant du Maire du District de Bamako, M. Madani KOUMARE, Président du RENAPESS-Mali, a pris la parole pour sa première intervention en guise de mots de cadrage.

A ce titre, il a d'abord rappelé les motivations de la création du RAESS, qui traduit une volonté commune des acteurs africains de l'ESS d'agir ensemble pour sortir les jeunes, les femmes et les populations vulnérables de la précarité.

Il a également insisté sur les enjeux de la présente rencontre qui se perçoivent à travers les différentes thématiques à l'ordre du jour (thème principal et sous-thèmes à débattre).

Il a aussi indiqué que cette rencontre doit déboucher sur l'adoption d'une feuille de route partagée avec l'ensemble des acteurs.

M. KOUMARE a adressé des remerciements appuyés :

- au Ministère de la Solidarité, de l'Action Humanitaire et de la Reconstruction du Nord pour son accompagnement de tous les jours ;

- à l'Assemblée Nationale du Mali pour ses multiples initiatives en faveur de la promotion de l'ESS, notamment à travers le Réseau Malien des Parlementaires pour la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (REMAPESS) ;
- au Maroc pour le rôle déterminant qu'il ne cesse de jouer dans l'ancrage du réseautage et la bonne coordination des activités du RAESS depuis sa création.

Avant de terminer son allocution, le Président du RENAPESS a réitéré son engagement et sa ferme détermination de tout mettre en œuvre, avec l'accompagnement des autorités de tutelle, pour assurer une bonne relève du Maroc dans la perspective de transfert de la coordination du RAESS au Mali, prévue à l'occasion de la présente rencontre.

Il a enfin invité l'ensemble des participants à aller en profondeur des discussions autour des différentes pistes de réflexion pour assurer une meilleure promotion de l'ESS dans l'espace africain.

3. LES DISCOURS D'OUVERTURE ET INTERVENTIONS DES OFFICIELS

3.1. Discours du RAESS à l'occasion de la rencontre de Bamako

- Mme la ministre, les honorables personnalités et mes dames, messieurs ;
-
- C'est avec un grand honneur et un grand plaisir de prendre la parole à cette occasion au nom du RAESS pour introduire les travaux de cette quatrième rencontre internationale du RAESS Bamako 2016 sous le thème : **ESS vecteur de la forte résilience des peuples africains.**
- Permettez-moi de remercier les personnes qui ont été derrière l'organisation de cet événement.
-
- Mes dames ; messieurs ;
-
- Ce rendez-vous marque une étape importante dans la vie du RAESS ; aujourd'hui il a six ans d'âge marqués par volonté de la société civile panafricaine. Depuis la rencontre de Luxembourg en 2009, les fondateurs de ce réseau n'ont pas cessé de déployer des efforts soutenus en faveur de la promotion de cette économie. Ils ont saisi toutes les occasions pour exprimer leur engagement et leur disponibilité pour servir la cause du développement de notre continent.
- Nous pouvons dire aujourd'hui que le RAESS a pu atteindre après six ans d'existence un degré de maturité qui lui a permis d'obtenir légitimement sa place au niveau international. Ses membres militent en faveur d'une économie sociale et solidaire adaptée à la réalité sociale et culturelle africaine.
- Mes dames, messieurs ;
-

- L'Economie Sociale et Solidaire représente, dans le contexte mondial actuel qui connaît plusieurs perturbations, une opportunité à saisir pour répondre aux exigences d'un développement durable et juste pour notre continent.
- Il s'agit là d'un défi majeur qui invite la société civile, à côté des autres forces vives, à observer un niveau de vigilance important pour participer à l'édification d'une justice économique capable de répondre aux attentes des populations africaines en situation de vulnérabilité notamment dans les rangs des jeunes et des femmes .
-
- Mes dames, messieurs ;
- Le RAESS a connu des moments de débat et de partage à travers les trois précédentes rencontres :
- La première rencontre constitutive à Kenitra où les assises du réseau ont été posées ;
- La deuxième a été organisée à Hammamet en Tunisie et à laquelle 15 pays étaient présents ;
- Une quatrième à Marrakech avec une participation très forte de la part de l'internationale et qui a donné lieu à un plan d'action pour les deux années 2014 - 2016.
-
- Ces rencontres ont permis aux uns et aux autres de développer des rapports inter membres et de promouvoir un relationnel panafricain sincère et contributif .Ceci a été bien intégré dans la dynamique associative internationale et dans le système des Nations Unies d'une manière générale. Le bilan a réservé une grande place aux alliances conclues avec le RIPESS, les Rencontres du Mont-Blanc, l'organisation ESMED, MEDESS, IPD et autres.
- Mes dames, messieurs ;
- Les débats et les réflexions qu'a connus l'espace RAESS ont dégagé toute une série de recommandations et des pistes de progrès qui ont bâti la vision de sa stratégie pour les années à venir.Les axes identifiés peuvent être résumés comme suit :
- L'ESS constitue un champ où le développement doit être fait autrement avec des nouvelles façons qui privilégient l'être humain sur le capital et qui invite les investissements mercantilistes à humaniser ses rapports avec son environnement d'affaires ;
- L'ESS doit rester tout prêt des citoyens pour les aider à se prendre en charge à développer une certaine autonomisation et une qualité de vie décente ;
- Le partenariat public privé doit chercher les conditions nécessaires et suffisantes pour amener les acteurs de l'ESS à se développer et à contribuer à la création de richesse sur la base d'une justice sociale recevable et sur la base d'une gouvernance participative acceptable ;
- La collectivité locale est désormais considérée comme le moteur incontournable dans toutes les actions de l'ESS afin de garantir l'environnement propice en faveur de la

pérennisation et la consolidation des investissements de cette économie et ce en offrant plus de chance aux jeunes et aux femmes.

- Je saisi cette occasion pour réitérer mes remerciements aux RENAPESS et au gouvernement du Mali pour leur soutien aux RAESS .Egalement je tiens à féliciter le réseau des parlementaires de l'ESS pour le travail accompli dans ce domaine et pour le plaidoyer intelligent servant la bonne cause du développement inclusif du Mali et qui va servir d'exemple pour d'autres pays.

3.2 Discours d'ouverture du représentant du Ministre de la Solidarité, de l'Action Humanitaire et de la Reconstruction du Nord.

- Honorables Députés de l'Assemblée Nationale du Mali ;
- Monsieur le Représentant de Madame la Ministre de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire du Royaume du Maroc ;
- Monsieur le Maire du District de Bamako ;
- Monsieur le Maire de la Commune III du District de Bamako ;
- Monsieur le Représentant du Président de l'Assemblée Nationale de la Guinée ;
- Monsieur le Représentant de la Présidente du Conseil Economique, Social et culturel de la Guinée ;
- Monsieur le Directeur National de l'Office de la Promotion de l'Artisanat de la Guinée représentant le Ministre du Tourisme et de l'Artisanat ;
- Mesdames et Messieurs les représentants des Institutions et départements ministériels du Mali ;
- Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations de la Coopération bilatérale et multilatérale ;
- Mesdames et Messieurs les Chefs des services centraux ;
- Monsieur le Directeur Pays du Centre d'Etude et de Coopération Internationale (CECI), représentant le Président du Conseil d'Administration ;
- Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations de la Société civile ;

- Monsieur le Président du Réseau Africain de l'Economie Sociale et Solidaire (RAESS) ;
- Mesdames et Messieurs les Présidents nationaux des réseaux africains d'Economie Sociale et Solidaire ;
- Monsieur le Représentant du Réseau International pour la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (RIPESS) ;
- Monsieur le Président du Réseau National d'Appui à la Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire (RENAPESS) ;
- Mesdames et Messieurs les participants d'Afrique du Sud, du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, du Cap Vert, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, de la Guinée Conakry, de la Guinée Bissau, de l'Ile Maurice, du Maroc, du Niger, du Sénégal, du Togo, de la Tunisie, de la RDC, du Congo et du Mali ;
- Mesdames et Messieurs les Représentants des pays observateurs ;
- Mesdames et Messieurs de la presse ;
- Honorables Invités ;
- Mesdames, Messieurs en vos rangs et qualités.

Je voudrais tout d'abord vous souhaiter, au nom des plus Hautes Autorités de mon pays et au mien propre, la chaleureuse et cordiale bienvenue à la 4ème rencontre bisannuelle des Réseaux Africains d'Economie Sociale et Solidaire.

Cette importante rencontre que j'ai l'insigne honneur de présider, a pour thème :
« L'économie sociale et solidaire : vecteur de la forte résilience des peuples africains ».

En cette heureuse circonstance, je voudrais adresser mes félicitations à l'ensemble des réseaux africains ici présents pour leur engagement dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales.

Honorables Invités ;

Mesdames et Messieurs

Cette rencontre, organisée par le RENAPESS et le RAESS, en partenariat avec le Département en charge de la Solidarité, le CECI et le Réseau malien des parlementaires en Economie Sociale et Solidaire, se veut un espace de convergence de savoir et de bonnes pratiques pour renforcer les politiques publiques en vue de la résilience.

C'est le lieu pour moi de saluer les membres fondateurs du Réseau Africain d'Economie Sociale et Solidaire pour avoir eu l'heureuse initiative de créer un mécanisme qui favorise les relations durables entre les différents acteurs pour le développement de leurs Organisations.

Ces membres fondateurs ont pris conscience de la place de plus en plus importante que les sociétés coopératives, les mutuelles, les associations ainsi que les diverses autres formes d'organisations alternatives peuvent occuper dans le développement harmonieux en mettant l'humain au centre des politiques publiques.

Je reste convaincu que le RENAPESS et le RAESS ont également pris la juste mesure des enjeux et des défis liés à une telle initiative.

La présente rencontre sera l'occasion pour les techniciens, les acteurs de la société civile et les partenaires techniques et financiers d'échanger sur les réalités dans les pays membres, à travers les communications et les débats.

Elle permettra également et surtout d'adopter une feuille de route et un ensemble de stratégies pour une meilleure promotion de l'ESS en Afrique.

En effet, ce concept dynamique désigne « un ensemble d'initiatives économiques à finalité sociale qui participent à la construction d'une nouvelle façon de vivre et de penser l'économie à travers des dizaines de milliers de projets dans les pays du Nord comme du Sud. L'économie sociale et solidaire place la personne humaine au centre du développement économique et social ».

Honorables Invités ;

Mesdames et Messieurs

En octobre 2014, le Gouvernement du Mali a adopté en Conseil des Ministres, la Politique Nationale de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire et son plan d'Actions.

Cette politique nationale vise la création de richesses et d'emplois pour lutter contre la pauvreté afin de favoriser un développement inclusif et durable.

Il convient de rappeler que depuis la création du RAESS, le Maroc en assure la coordination dans le cadre du principe d'une responsabilité tournante. C'est dans cette optique qu'il a été décidé de passer le témoin au Mali à l'occasion de la présente Rencontre de Bamako.

Je puis ici et maintenant affirmer notre fierté de compter sur l'appui constant du RENAPESS et saluer son leadership dans ce combat contre la pauvreté et la lutte contre les inégalités.

C'est pourquoi, j'encourage le RENAPESS à poursuivre ses actions pour plus de résultats dans la lutte contre la pauvreté et la création d'emplois conformément à la vision du Président de la République.

Honorables Invités ;

Mesdames et Messieurs

Au cours de vos travaux qui, je l'espère seront fructueux, vous aborderez des thèmes pertinents tels que :

- La place de l'Economie Sociale et Solidaire(ESS) dans l'atteinte des objectifs de Développement Durable (ODD) ;
- Le rôle de l'Etat et des Collectivités Territoriales dans le développement de l'ESS ;
- Le rôle du genre dans le développement de l'ESS, etc.

Mesdames et Messieurs,

Le Gouvernement de la République du Mali, à travers mon département entend renforcer la coopération entre nos pays, ainsi que le réseautage entre les organisations d'économie sociale et solidaire d'Afrique en vue d'une mutualisation de nos interventions.

Mon département veillera donc à accorder la plus grande attention aux conclusions de vos travaux.

Je vous exhorte à ne ménager aucun effort pour donner davantage de visibilité et de lisibilité aux actions de ce secteur, combien important.

Je puis vous assurer de l'accompagnement de nos pays respectifs pour hisser l'Afrique à un niveau de compétitivité à hauteur de souhait.

En vous souhaitant plein succès, je déclare ouverts les travaux de la 4ème rencontre bisannuelle des réseaux africains d'économie sociale et solidaire.

Je vous remercie de votre aimable attention.

3.3 LES INTERVENTIONS

- Intervention du Président du Réseau Marocain de l'Economie Sociale et Solidaire (REMESS)

Troisième intervenant, le Président du Réseau Marocain de l'Economie Sociale et Solidaire (REMESS) a d'abord fait un rappel historique sur la création du RAESS et les grandes rencontres organisées jusqu'ici sous son égide, notamment celles de Tunis 2013, de Kenitra ou de Marrakech 2014.

Il a aussi rappelé le rôle joué par le REMESS dans l'ancrage du RAESS avant de réitérer toute sa satisfaction et l'honneur de passer le flambeau au Mali, qu'il sait capable d'assurer efficacement la relève.

- Intervention du Président du RAESS

Pour sa part, le Président Africain de l'Economie Sociale et Solidaire (RAESS) a tout d'abord tenu à rappeler l'importance de la présente rencontre et insisté sur la nécessité pour les acteurs (politiques, organisations de la société civile, PTF, etc.) de mettre ensemble leurs moyens pour plus d'efficacité dans les actions.

Se fondant sur les immenses potentialités dont regorge le continent africain il a trouvé inadmissible la pauvreté ambiante qui est d'une ampleur inquiétante aussi bien dans les villes que les campagnes africaines.

Pour le premier responsable du réseau africain de l'ESS, il appartient aux africains de réfléchir au modèle approprié, au chemin à emprunter pour aller de l'avant à travers un plus grand recours à l'économie sociale et solidaire, qui a démontré son efficacité dans la réduction de la pauvreté au niveau de nombreux continents.

Il a réaffirmé sa reconnaissance au RENAPESS et a adressé ses sincères remerciements aux pouvoirs publics maliens ainsi qu'à la société civile pour l'organisation de la présente rencontre.

Il a enfin rappelé que le défi majeur à relever est d'installer l'ESS dans le territoire tout en faisant plus de place à la jeunesse.

- Intervention par visio-conférence du Président du Conseil d'Administration du CECI

Le Président du Conseil d'Administration du Centre d'Etudes et de Coopération Internationale du Canada (CECI), qui n'a pu effectuer le déplacement sur Bamako, s'est adressé à l'assistance à travers un enregistrement vidéo posté depuis le Canada.

Dans brève allocution, il a d'abord remercié ses « amis » du Mali pour l'organisation de « Bamako 2016 ». Il a témoigné que son organisation a pleinement participé au processus d'élaboration de la Politique Nationale de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire du Mali et de son Plan d'Action, qui viennent d'être adoptés par le Gouvernement.

Après avoir présenté des excuses pour son empêchement, il a invité les participants à faire le point sur les avancées enregistrées en matière d'ESS. En terminant ses propos, il a reconnu que beaucoup reste à faire pour changer la vision à l'égard de l'économie solidaire et solidaire. Ce qui doit constituer pour les acteurs, une source de motivation et non de découragement.

- Intervention du représentant du Réseau Malien des Parlementaires pour la promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (REMAPESS)

A l'entame de ses propos, le représentant du peuple a d'abord rappelé le contexte de la création de son réseau, marqué par les conséquences des événements du 22 mars 2012 (coup d'état militaire), avec l'exacerbation de la pauvreté. Ce qui devait nécessiter, de son point de vue, de mettre l'accent sur la promotion de l'ESS, qui est reconnue pratiquement par tous comme un moyen efficace de combattre la précarité des populations.

Après avoir rappelé que le gouvernement malien s'est récemment doté d'une politique nationale en matière d'économie sociale et solidaire, il a donné des détails sur les missions du Parlement, notamment en ce qui concerne le contrôle de l'action gouvernementale, avant d'insister sur les missions spécifiques du REMAPESS.

Il a enfin indiqué que dans les perspectives, le REMAPESS envisage l'élargissement du réseautage à d'autres parlements avant d'exprimer le souhait de voir naître dans un futur proche un Réseau continental de Parlementaires engagés dans la promotion de l'ESS et doté d'un plan d'action ambitieux et cohérent.

- Intervention du Directeur National de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire du Maroc, représentant Madame le Ministre de l'Artisanat et de l'Economie Sociale et Solidaire.

Le représentant de Madame le Ministre marocain, a tenu à présenter les excuses de cette dernière pour un empêchement de dernière minute qui ne lui pas permise de se rendre à Bamako pour prendre part à cette importante rencontre.

Après avoir adressé ses vifs remerciements à la partie malienne pour l'invitation adressée à la délégation marocaine, il a rappelé les principaux aspects qui ont été débattus lors des rencontres précédentes.

Attachant une importance particulière à la coopération sud-sud, entre des pays confrontés pratiquement aux mêmes défis, l'officiel marocain a mis en exergue certains de ces défis que sont : le changement climatique, la crise financière, la famine, la paupérisation croissante.

Pour lui, l'ESS, qui a des liens forts avec la culture, fait aujourd'hui l'objet d'une forte interpellation car, placée au cœur de la croissance, elle doit être au service de la cohésion sociale et du développement local.

Il a fait un bref aperçu de l'évolution du mouvement coopératif marocain des débuts à nos jours, avec environ 15 000 coopératives enregistrées actuellement, sans oublier les aspects liés à la législation dans ce domaine et la place de plus en plus croissante des activités mutualistes.

Après avoir souhaité à l'ensemble des participants la chaleureuse bienvenue dans la cité africaine de Bamako, à la suite du représentant du Maire du District, le Directeur National de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire a tenu à présenter à l'auditoire les sincères excuses de Monsieur le Ministre de la Solidarité, de l'Action Humanitaire et de la Reconstruction du Nord pour son empêchement.

Il a adressé les vifs remerciements des autorités maliennes aux représentants de la quinzaine de pays d'Afrique et d'ailleurs qui ont effectué le déplacement pour prendre part à « Bamako 2016 ».

Aux différents réseaux nationaux de l'ESS, le représentant du Ministre de tutelle de l'économie sociale et solidaire a adressé des félicitations appuyées pour leur contribution de qualité à l'essor de l'ESS dans nos pays respectifs.

Il a apprécié de façon très positive la création du RAESS avant de rappeler les objectifs assignés à la présente rencontre, notamment la promotion des échanges inter-réseaux et l'adoption d'une feuille de route.

Il a également fait allusion à la volonté politique affichée en faveur de la promotion de l'ESS au Mali, comme l'atteste l'adoption, par le gouvernement en octobre 2014, de la Politique Nationale de Promotion de l'ESS dont il a aussi rappelé la vision et les objectifs.

Le représentant du Ministre s'est réjoui de l'honneur fait au Mali à travers le passage de témoin à notre pays par le Maroc pour la coordination du RAESS, qui sera un des temps forts de la présente rencontre.

Il a enfin réitéré l'intérêt constant du Mali, à travers le Ministère de la Solidarité, de l'Action Humanitaire et de la Reconstruction du Nord, pour le renforcement de la coopération inter-pays en matière d'ESS, tout en donnant l'assurance de l'engagement ferme des plus hautes autorités à soutenir toute initiative tendant à promouvoir sur des bases saines, l'économie sociale et solidaire.

IV. INAUGURATION OFFICIELLE DES STANDS D'EXPOSITION – VENTE ET VISITE

Après la cérémonie d'ouverture, il a été procédé à l'inauguration officielle des stands d'exposition-vente animés par les acteurs de l'économie sociale et solidaire de plusieurs pays participants. L'inauguration a été suivie de visite – guidée avant le retrait des officiels.

- Faits saillants au niveau des stands

Au total 46 Stands ont été présentés durant les cinq (5) jours de la rencontre avec la participation d'environ 150 exposants venant de l'intérieur du Mali et de plusieurs pays de la sous-région membres du RAESS.

Les exposants étaient composés des filières suivantes :

- **Transformation Agro-alimentaire des Produits locaux**
- **textiles**
- **Artisanats**

Les produits étaient composés entres autres :

- **Les produits Agro- alimentaires** (les céréales, les jus, sirops, le beurre de karité, les légumes frais et séchés, du thé et du chocolat à base de zinguènè, miels, biscuit à base du baobab, morringa et l'œuf de caille, la pâtisserie et viande séchée etc....);
- **Les produits des textiles locaux à base du coton** (des bazins teintés, des pagnes tissés, des chemises en cotons tissés, des tapis, des couvertures et écharpes tissés etc....) ;
- **Les produits Artisanaux** (chaussures en cuir, sacs en cuir, colliers, bracelet, les porte money en cuir) ;

Il y'avait beaucoup d'autres produits locaux comme : les savons à base du beurre de karité ; des perles pour femmes ; des produits de la volaille (caille).

Il y'avait peu d'affluence clientèle dû à la cherté de la vie actuelle, mais malgré cela certains exposants ont fait de bonnes affaires, depuis le deuxième jour.

Les stands ont été offerts gratuitement aux participants ainsi que le déjeuner également et l'hébergement pour les exposants venant de l'extérieur.

V. PRESENTATION DES RESEAUX ET INITIATIVES AFRICAINS PAR PAYS

A la reprise des travaux, la parole a été donnée à tour de rôle aux réseaux nationaux pour des communications qui ont fait ressortir entre, autres : la situation actuelle du réseautage dans chaque pays concerné, les principales activités réalisées en guise de bilans, les difficultés et contraintes rencontrées et les perspectives (Cf résumé des présentations par réseau/pays).

C'est ainsi qu'ont intervenu, tour à tour :

- Le Groupe Béninois de l'Economie Sociale et Solidaire (GBESS) ;
- Le Réseau de l'Economie Sociale et Solidaire au Cameroun (RESCAM) ;
- Le Réseau Ivoirien de l'Economie Sociale et Solidaire (RIESS) ;
- L'Organisation Nigérienne de l'Economie Sociale et Solidaire et du Développement à la Base ;
- Le Groupe Sénégalais de l'Economie Sociale et Solidaire (GESS) ;
- Le Réseau pour la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire au Sénégal (REPESS) ;
- Le Comité de Suivi Guinéen de l'Economie Sociale et Solidaire ;
- Le Réseau Togolais de l'Economie Sociale et Solidaire ;
- Le Réseau National pour la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire au Burkina Faso (RNAPESS) ;
- Le Réseau Tunisien de l'Economie Sociale et Solidaire ;
- Le Réseau Marocain de l'Economie Sociale et Solidaire (REMESS) ;
- Le Réseau National d'Appui à la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (RENAPESS-Mali) ;
- Le Réseau Africain de l'Economie Sociale et Solidaire (RAESS).

VI. CONFERENCESINTRODUCTIVES

Une série de conférences introductives, animées par d'éminents panelistes ont suivi les présentations des réseaux nationaux.

La première conférence avait pour thème principal **« Place de l'économie sociale et solidaire dans l'atteinte des objectifs de développement durable (ODD) de l'agenda 2030 »**. Elle a été animée, à travers deux sous-thèmes, par M. Mohamed Bassirou TRAORE, Directeur National de la Protection Sociale et de l'Economie Solidaire du Mali et Madame Aminata Dramane TRAORE, Essayiste, ancien ministre de la culture du Mali.

Le premier sous-thème, intitulé **« La lutte contre la pauvreté au Mali : La Politique Nationale de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire articulée au Cadre Stratégique pour la Croissance et la Réduction de la Pauvreté (CSCR) et les ODD 2030 des Nations Unies »**, a été traité par M. TRAORE.

Dans son intervention, le paneliste s'est surtout penché sur la Politique Nationale de Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (PNPSS), adoptée en octobre 2014, en déclinant la vision du Gouvernement malien en matière d'ESS, les principes directeurs et objectifs de la PNPSS, ses orientations stratégiques, les moyens de sa mise en œuvre, les mécanismes de suivi – évaluation de ladite politique.

Il a également fait ressortir l'articulation de cette politique avec le CSCR, les ODD, voire avec le nouveau cadre de référence que sera bientôt le CREDD (Cadre pour la Relance Economique et le Développement Durable) dont les axes stratégiques ont été rappelés.

En guise de bilan synthétique, le paneliste a fait le point du chemin parcouru au Mali par rapport à chacun des 8 ODD, avec quelques avancées enregistrées, mais aussi beaucoup de résultats mitigés, voire de nombreuses cibles non atteintes.

Il a bouclé sa communication par le rappel d'un certain nombre de défis à relever, tout en réaffirmant sa conviction que l'ESS peut changer la société, qu'elle doit la changer et qu'elle la changera grâce aux idées et initiatives de l'ensemble des acteurs qui l'animent.

Le deuxième sous-thème intitulé **« L'économie sociale et solidaire comme alternative pour l'ancrage de la démocratie locale et de développement durable »**, a été traité par Madame Aminata Dramane TRAORE, essayiste, ancien ministre.

Dans un style empreint de conviction, cette femme de culture, reconnue pour ses idées panafricanistes et altermondialistes, a réussi à emballer son auditoire.

Elle a d'abord tenu à exprimer son pessimisme par rapport aux possibilités d'atteinte des Objectifs de Développement Durable (ODD) au regard de ce qui a été réalisé dans le cadre des ODD. Au passage, elle a mis en cause l'économie de marché, qualifiée « d'économie de guerre », bâtie autour d'une finance qui est déconnectée du social, avec une croissance économique qui ne profite qu'aux multinationales.

Elle a estimé qu'il est difficile aujourd'hui pour l'ESS d'être en compétition avec l'économie de marché, en raison de la toute-puissance de cette dernière et de l'influence énorme de la publicité sur les consommateurs.

Elle en veut à une certaine élite intellectuelle africaine, qui a intériorisé et tenté d'imposer le modèle occidental, en voulant devenir comme des occidentaux « qui ne veulent pourtant pas de nous », selon ses propos.

Elle a également déploré la situation de servitude volontaire dans laquelle nous nous trouvons et l'absence d'alternative donnée à la jeunesse.

Elle n'a pas épargné la classe politique, caractérisée, entre autres, par une pléthore de partis, la transhumance politique et l'absence d'éducation des citoyens.

Pour l'essayiste, le modèle existant va droit au mur.

Toutefois, elle pense qu'il y a la possibilité de sortir de cette impasse, tant l'Afrique est un continent porteur.

Pour cela, il faut faire confiance aux jeunes, dont certains innovent de plus en plus et former les gens en artisanat pour avoir des produits de qualité afin d'affronter le marché avec plus de compétitivité.

La deuxième série de conférences introductives avait pour thème principal : « **Rôle de l'Etat et des Collectivités Territoriales dans le développement de l'ESS (défis de la construction de cadres juridiques et l'accès des entreprises d'économie sociale et solidaire aux marchés - potentialités, stratégies de minimiser les barrières et développement des partenariats).** »

Le premier sous-thème de cette séquence a porté sur « **Le nouveau cadre législatif de l'économie sociale et solidaire au Maroc : rôle de l'Etat et place des organisations d'ESS** ». Il a été développé par M. Abdelkrim AZENFAR, Directeur de l'Artisanat et de l'Economie Solidaire du Maroc.

Ce dernier a articulé son intervention sur un certain nombre d'aspects dont :

- la volonté politique affichée au Maroc à travers des directives royales précises, données pour assurer la promotion de l'ESS ;
- le processus de mise en place d'un cadre juridique approprié, favorable à l'essor de l'ESS au Maroc ;
- la nécessité de mettre en lien, la triptyque production, transformation et commercialisation ;
- le rôle prépondérant de la société civile, traduite par une plus grande présence de cette dernière à la présente rencontre comparativement à la partie gouvernementale ;
- le rôle de plus en plus croissant des universités, surtout en matière de recherche en ESS ;
- la problématique du financement de l'ESS ;
- l'insuffisance d'indicateurs pour une meilleure visibilité de l'ESS, ce qui nécessite la mise en place d'observatoires dans ce domaine.

Le deuxième sous-thème ayant porté sur « **Les rôles et responsabilités des parlementaires dans la promotion de l'ESS – Enjeux e perspectives** », a été développé par un député à l'Assemblée Nationale du Mali, représentant la Présidente du Réseau Malien des Parlementaires pour la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (REMAPESS).

L'honorable député à l'Assemblée Nationale a tenu à présenter son réseau, qui a été mis en place par une quarantaine de députés. Ce réseau a déjà eu à signer un protocole de partenariat avec le RENAPESS – Mali et le CECI. A travers sa présidente, il a eu à porter la parole de l'Afrique devant des instances internationales.

Le représentant du peuple a également rappelé les principaux rôles du Parlement, qui vont au-delà du vote des lois au nom du peuple, en embrassant le suivi de la mise en œuvre des

politiques publiques, le contrôle de l'action gouvernementale, l'interpellation du Gouvernement par rapport à certaines préoccupations de la nation, la mobilisation de l'opinion publique, etc.

Après l'intervention de chaque paneliste, les deux modérateurs que sont M.Professeur d'économie à la Faculté de droit de Rabat et Prof Abdoulaye SALL, ancien ministre malien et président de Cercle de Réflexion et d'Initiative (CRI 2002) ont tenu à apporter des clarifications édifiantes, résumé les différentes interventions en dégagant leur quintessence et porté leur analyse de la situation actuelle, la place que peut et doit avoir l'ESS dans un monde en perpétuelle mutation

VII. RESTITUTION DES ATELIERS THEMATIQUES (27 Avril, J2)

7.1 ATELIER 1

THEME 1: ROLE DE L'ETAT DANS LE DEVELOPPEMENT DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (DEFIS DE LA CONSTRUCTION DES POLITIQUES PUBLIQUES, ROLE DE L'ESS DANS LE DEVELOPPEMENT PARTICIPATIF, ENJEUX DE PARTENARIAT, ETC.)

MODERATEUR : M. Abdelkrim AZENFAR, Directeur de l'Office du Développement et de la Coopération, Maroc

1. Intervention M. Kassoum DIABATE, Directeur Général du Centre d'Appui aux Mutuelles, Associations et Sociétés Coopératives (CAMASC), Mali

☞ Mise en place de dispositifs appropriés pour l'encadrement et l'accompagnement de l'ESS

- Création d'une Direction Nationale, chargée de l'ESS ;
- Création d'un centre d'appui aux organisations et entreprises d'économie sociale et solidaire (CAMASC) ;
- Mise en place des structures déconcentrées au niveau régional et subrégional, chargées de l'encadrement et l'appui aux organisations de l'ESS.

☞ ESS au niveau des territoires : développement du partenariat avec les acteurs de l'ESS (Partenariat -Public -Privé – PPP)

☞ Difficultés rencontrées : interférences politiques.

☞ Questions posées :

- Faut-il instaurer ou non un ministère de l'ESS, pour atténuer les difficultés de convergence ?
- L'ESS est-elle un secteur ou un champ ?
- ESS au niveau de la Loi des Finances, y'a-t-il une inscription budgétaire spécifique ?

2. RECOMMANDATIONS

- Encourager la création d'un ministère dédié à l'ESS pour une plus grande visibilité ;
- Elaborer des propositions de développement de l'ESS au niveau des territoires par la société civile ;

- Opter pour la valorisation des potentialités locales dans une logique de filières (mangue, pêche, etc.) ;
- Mettre en place un observatoire de l'ESS pour disposer des indicateurs socio-économiques fiables et des données géo référencées ;
- Au-delà d'une ligne budgétaire, concevoir la mise en place d'un fonds d'appui à l'ESS ;
- Encourager l'échange de produits / Services de l'ESS entre pays africains ;
- Sensibiliser et encourager à consommer les produits africains.

7.2 ATELIER 2

THEME 2: ROLE DU GENRE DANS LE DEVELOPPEMENT DE L'ESS

Modératrice: Elise Pierrette MEMONG MENO Epse MPOUNG – RESSCAM,
Cameroun

Intervenantes : Mmes OUEDRAOGO Chantal Marie Rachelle RENAPESS
Burkina et TRAORE Hawa, RENAPESS Mali.

Les intervenantes ont fait chacune une présentation d'une quinzaine de minutes qui ont permis de préciser l'importance de la prise en compte du Genre dans le développement de l'ESS. En quoi l'ESS est une alternative pour les femmes et les défis auxquels il faut faire face.

Le débat qui a duré environ une heure a permis d'obtenir des éclairages des intervenantes, mais surtout d'intégrer les contributions des participantes et participants qui étaient pour la plupart des praticiens de terrain.

Ces différentes interventions ont permis de structurer notre travail comme suit :

- I. Principaux Constats ;
- II. Forces ;
- III. Faiblesses ;
- IV. Opportunités.

I. Principaux constats

- La justice sociale est au cœur des principes de l'ESS ;
- La femme est le groupe transversal le plus défavorisé de tous les groupes vulnérables (handicapés, jeunes, vieux ...) ;
- Elles représentent 51% de la population mondiale et 70% des pauvres absolues ;
- 70% des femmes actives ont un revenu inférieur au SMIG contre 30% chez les hommes ;
- Parmi les 5 520 entreprises répertoriées, 618 sont créées par des femmes, soit seulement 11% ;
- Les femmes fournissent plus de 60% de la production agricole et fabriquent 80% des produits transformés ;
- Elles gagnent 10% des revenus du monde ;
- Elles constituent la majorité des analphabètes des pays en développement ;
- Elles occupent 10% des sièges parlementaires et 6% des postes ministériels selon les statistiques des Nations Unies, alors qu'elles constituent plus de la moitié de l'humanité.

I. FORCES

- Porteuses de valeurs de Paix, de Justice et de Démocratie (dues à la maternité) ;
- Effectif, force des statistiques
- Dynamiques dans la communauté ;
- Les femmes rurales respectent les biens publics et ont peur de dépenser l'argent qui ne leur appartient pas ;
- Contribution au développement des réseaux.

II. FAIBLESSES

- Les femmes pauvres n'ont souvent pas accès aux ressources essentielles que constituent le crédit, le prêt et l'héritage ;
- Leur travail n'est ni récompensé, ni reconnu ;
- Leurs droits d'accès aux structures de base (besoins sanitaires et alimentaires) ne constituent pas des priorités ;
- Leur accès à l'éducation et aux services d'aide est insuffisant ;
- Leur participation à la prise de décisions dans le foyer, comme au sein de la communauté, est minimale.

III. OPPORTUNITES

- Les pays africains ont signé et ratifié de nombreuses Convention internationales en faveur de la protection et de la promotion de la femme (CEDEF) ;
- L'Afrique est caractérisée par l'existence dans les pays de nombreuses politiques et lois en faveur des droits de la femme (PNG, Plan d'action opérationnel, loi sur le quota genre...)
- Les ODD prévoient le genre comme axe transversal ;
- L'existence de plusieurs projets de renforcement de capacités des OSC (PROS, Fonds commun genre) ;
- Existence au niveau international d'ONG en faveur des droits de la femme (UNIFEM//ONU FEMMES, AMNESTY INTERNATIONAL)

IV. PERSPECTIVES :

- Laisser les femmes choisir leur modèle d'autonomisation ;
- Répondre aux besoins sociaux de base ;
- Protéger leurs droits fondamentaux dont l'accès à la terre ;
- Pratiquer dans les OESS féminines la démocratie et la bonne gouvernance ;
- Faire concilier le travail traditionnel des femmes avec les services sociaux de base ;
- Augmenter le rôle des femmes dans le leadership national ;
- Favoriser la synergie d'action des femmes au plan national ;
- Soutenir les entreprises féminines et innovantes ;
- Améliorer le profil de carrière des femmes au sein des entreprises collectives et sociales ;
- Intensifier la communication pour la sensibilisation en vue de l'utilisation des instruments en leur faveur ;
- Eduquer/sensibiliser et former les femmes entrepreneurs ;

Mettre sur pied des systèmes de protection sociale pour le monde rural.

7.3 THEME 3 : Finances solidaires

ATELIER N°3

CONTENU	CAPITALISATION
Intitulé de l'atelier : Promotion de l'ESS et mobilisation des acteurs de l'ESS	Les pratiques de la promotion de l'ESS : Cas AMO et Mutuelles au Mali – Expériences du Sénégal
Nombre de participants : 30	
Contexte de la communication : Rencontre du RAESS	AMO, la structure, les acquis, 64 000 bénéficiaires, les autres prestations sanitaires avec la CANAM – les Mutuelles Expérience du Sénégal
Lien/articulation avec l'ESS : La question de quelques secteurs Participation des mutuelles	Le défi de la modernisation par le système de gestion. Mise en place de gestion électronique L'optimisation vers la Couverture Maladie Universelle (CMU)
Problématique : Comment développer la contribution des mutuelles dans un système de partenariat	Comment intégrer et faire participer la Collectivité Territoriale - Chercher un système de financement innovant – La communication – Le partenariat PTF – IMF - Etat
Contributions des participants	- Solidarité au sud, surtout entre coopératives et mutuelles ; - Dynamiser l'adhésion des coopératives aux mutuelles ; Les Collectivités Locales sont appelées à : - identifier et garantir l'espace d'intervention des acteurs de l'ESS ; - coordonner les interventions sur le terrain ; - appuyer le montage des projets solidaires Les coopératives sont appelées à : - adhérer au mutuelles de santé ; - développer le réseautage, l'approche participative et la qualité des produits ;
Evaluation de l'atelier (déroulement, modération, contribution des participants, autres)	- Bon déroulement de l'atelier ; - Enrichissement par les participants actifs ; - Modération dynamique, encourageante
Suggestions et recommandations	1. Créer le répertoire des intervenants dans le domaine de l'ESS ; 2. Les Collectivités Locales sont appelées à : - identifier et garantir l'espace d'intervention des acteurs de l'ESS ; - coordonner les interventions sur le terrain ;

	- appuyer le montage des projets solidaires 3. Les coopératives sont appelées à : - adhérer au mutuelles de santé ; - développer le réseautage, l'approche participative et la qualité des produits.
	4.

VIII. VISITES D'INITIATIVE (28 avril 2016)

La journée du 28 avril a été marquée par les visites terrain d'initiative ESS, dont une initiative féminine. Toutes les deux visites ont été effectuées dans la périphérie de Bamako de Bamako situés à 20 et 35 km de la ville.

- 1- l'association AJA MALI qui a mis en place un centre de formation des jeunes dans les métiers de l'agriculture, l'élevage et la pisciculture et un incubateur pour La formation est destinée aux jeunes ruraux entre 18 et 35 ans, analphabète et/ou ayant abandonné l'école. La durée peut aller jusqu'à 3 mois avec 20% en classe et 80% en pratique dans des exploitations de proximité. A l'insertion des jeunes fermiers dans les métiers agro Sylvo pastoraux et artisanaux, le centre a développé son fonctionnement par, l'énergie solaire, et la fabrication et la réparation de Matériels Agricoles (FAREMA) par la recherche continue pour fabriquer une gamme variée de matériels agricoles adaptés au besoin des paysans.
- 2- Visite de l'association qui œuvre dans l'insertion socioéconomique de la femme et des jeunes filles moyennant le football (AMPJF). L'association fonctionne comme un centre de formation qui permet aux femmes et aux jeunes filles ciblées d'acquérir des compétences pour s'intégrer dans la vie active moyennant la création de leurs propres activités.

IX. ASSEMBLEE GENERALE EXTRAORDINAIRE ET ORDINAIRE DU RAESS

1. Procès verbal de l'Assemblée Générale Extra Ordinaire du RAESS

L'an 2016 et 29 Avril s'est tenu à l'Hôtel Djenné à Bamako, l'assemblée Générale Extra Ordinaire du Réseau Africain d'Economie Sociale et Solidaire (RAESS)

Etaient présents :

- RIESS/RCI : Monsieur Aboubakari SYLLA
- REGESS/GUINEE CONAKRY : Madame Kaba DJAKAGBE
- ROPESS /SENEGAL : Madame Nafy DIAGNE GUEYE
- RESSCAM/CAMEROUN : Madame Elise-Pierrette MEMONG MENO
- RENAPESS/BURKINA FASO : Madame Chantal Marie Rachelle OUEDRAOGO
- RADES TUNISIE : Monsieur Taoufik FERJAOU

- ONPHDB/NIGER : Monsieur Moussa GARBA BOUREIMA
- GSESS/SENEGAL : Madame Khady FALL DIOP
- GBESS/BENIN : Monsieur Patrice LOVESSE
- RTESS/TOGO : Madame Françoise SITTI
- RAESS/MAROC : Monsieur Abdeljalil CHERKAOUI
- REMESS/MAROC : Monsieur Abdellah SOUHIR
- RENAPESS MALI : Monsieur Madani COUMARE

Un seul point était inscrit à l'ordre du jour à savoir :

- **Révision des statuts du RAESS**

Après ses mots de bienvenue, Madani Koumaré, Président du RAESS, a présenté l'ordre du jour et les raisons de l'assemblée extra ordinaire. A son tour, Monsieur Cherkaoui Abdeljalil a souligné aussi la nécessité de la révision des statuts (validés à Medhia-Kenitra au Maroc en 2010) pour la solidité des actions futures partenariales. De plus, il a proposé d'examiner et de compléter les instances de gouvernance (les commissions, les points d'excellence etc..) au cours de cette séance extraordinaire.

Après l'accord de tous sur l'ordre du jour, celui de la révision des statuts, les membres ont procédé à la lecture des textes statutaires lignes par lignes afin de modifier (Ajouter ou enlever des points).

C'est ainsi que Madame Hélène ETAMRI – SALOME, la responsable technique du RAESS a procédé à la lecture statutaire :

- De l'article 1 jusqu'à article 16

Au cours de la lecture, des modifications ont été faites qui se récapitulent entre autre :

Quelques mots ont été modifiés en les remplaçant par d'autres termes. Des phrases entières ont été modifiées (ajoutées ou enlevées). Quand aux textes, les articles ont été diminués par l'ajout des phrases de l'article 14 (cf. du statut Kenitra) à un autre article précédent. Ce qui a finalement réduit les articles à 15 au total.

Voici la liste des articles qui ont fait l'objet d'amendements :

Article 1 « objectifs »

Point 6 : Inscrire la démarche dans le cadre de l'Unité Africaine **et des groupements sous régionaux** de la stratégie de coopération Sud-Sud et Sud-Nord ;

Point 9 : **Appuyer la mise en œuvre** des modes de représentation permettant **aux instances** de chaque pays de compter sur des interlocuteurs représentatifs, conscients et responsables, afin de développer le dialogue civique et social. Le RAESS établira des relations de coopération et de partenariat avec les organisations internationales. Les **réseaux nationaux** établiront des relations de coopération avec les collectivités locales, les **secteurs publics et privés ainsi que** les organismes d'aide au développement nationaux, gouvernementaux et non gouvernementaux.

Article 2 « siège »

Le siège RAESS est établi au Maroc à Salé. Le siège du Réseau de l'Economie Sociale et Solidaire dans chaque pays membre est considéré comme étant **une représentation nationale**. Il peut être transféré, dans tout autre pays africain sur décision de l'Assemblée Générale avec deux tiers (2/3) des voix des membres présents ou représentés.

Article 4 « membres »

Point 1 : Le RAESS se compose des Réseaux de l'Economie Sociale et Solidaire des pays africains, juridiquement constitués dans leurs pays respectifs **à raison d'un siège par pays** et admis par délibération du Conseil d'Administration après étude de dossiers de candidature contenant toutes les informations et données nécessaires, sur proposition des représentants des **réseaux nationaux**

Le Règlement Intérieur spécifie les documents devant être fournis dans le dossier de candidature.

Article 6 « assemblée générale ordinaire »

Point 3 : L'Assemblée Générale Ordinaire se réunit une fois tous les deux ans sur invitation **de la coordination du RAESS**.

Point 4 : L'invitation doit être faite au moins deux mois à l'avance et doit comprendre un ordre du jour fixé par le Conseil d'Administration.

Le membre de l'assemblée peut se faire représenter par procuration.

Les procurations seront validées et présentées **par chaque réseau national**. Elles ne dépasseront pas cinq pouvoirs.

Article 7 « assemblée générale extraordinaire »

Point 1 : L'Assemblée Générale Extraordinaire se réunira sur convocation **du président** ou de son Conseil d'Administration décidée à la majorité des voix **ou sur demande de 2/3 des membres**.

Article 8 « Conseil d'Administration »

Point 2 : Le Conseil d'Administration délibère valablement à la date de la première convocation si le quorum (**50% + 1**) est atteint. Il délibère à la deuxième convocation qui se tient dans les vingt-quatre heures (24h), quel que soit le nombre de présents et représentés.

Point 3 : Les membres du Conseil d'Administration peuvent se faire représenter par procuration ou par leurs suppléants, désigné et validé par celui-ci en concertation avec **le réseau national**.

Point 4 : Le Conseil d'Administration prend ses décisions sur proposition **des réseaux nationaux** et en concertation avec celui-ci. Ces décisions se prendront à la majorité des membres du Conseil d'Administration présents ou représentés et délibère sur toute question qui figure à son ordre du jour indiqué dans les convocations.

Point 5 : Le Conseil d'Administration comprend les fonctions suivantes :

- Le Président **(e)**
- **Le Vice-président**
- Le Secrétaire **Général**
- Le Trésorier

Les différentes fonctions définies en fonction des besoins du RAESS.

Les postes de décision (Président, Trésorier, Secrétaire **Général**, Vice-président) seront répartis équitablement en fonction des représentations de chaque pays.

Aucune fonction de l'exécutif (Président(e), Trésorier, Secrétaire **Général**, Vice-président) ne peut être cumulée par un seul et même pays.

L'Assemblée Générale élit, au scrutin secret, parmi ses membres le Président du Conseil d'Administration.

Le Conseil d'Administration nomme un Secrétaire Exécutif qui remplira les conditions fixées dans les termes de référence.

Point 8 :Le Président exécute les décisions de l'Assemblée Générale et engage le RAESS dans la limite des dites décisions qui doivent obligatoirement être consignées dans **les procès-verbaux de l'assemblée générale et du conseil d'administration. En cas d'empêchement, le Vice-président le remplace dans sa fonction.** Il engage, ordonne et liquide les dépenses et constate les apports en ressources et signe les ordres de paiement conjointement avec le Secrétaire Exécutif.

Le Président représente le RAESS vis-à-vis des Pouvoirs Publics, des autorités, des juridictions, des organisations, des partenaires et des tiers.

Il défend ou répond du RAESS devant la juridiction du pays dont il a la nationalité.

Les fonctions assurées au sein du Conseil d'Administration ne donnent pas lieu à rémunération. Cependant, en cas de frais à engager pour des missions assignées à ses membres, le RAESS les prend en charge sur présentation des justificatifs et conformément aux dispositions du Règlement Intérieur.

Article 9 « réseaux nationaux »

Dans chaque pays, **le Réseau National** sera l'instance de régulation nationale et travaillera en concertation avec le Conseil d'Administration du RAESS.

Chaque pays est représenté au sein du RAESS par un seul réseau qui remplit les conditions requises, notamment l'engagement à respecter les valeurs et principes contenus dans la Charte, à mettre en œuvre « la feuille de route », à s'interdire toute discrimination pour des raisons, politiques, religieuses, raciale, linguistique ou ethnique.

Article 12 « règlement intérieur »

Le Règlement Intérieur, **adopté par l'assemblée générale** fixe et précise **les modalités de fonctionnement et les procédures du RAESS conformément à ses statuts.**

Article 13 « patrimoine du RAESS »

Point 1 : Les ressources du RAESS sont constituées de :

- Contributions et apports des membres,
- Cotisations des membres, dont le montant est fixé par le Conseil d'Administration,
- Aides et subventions accordées par les pouvoirs publics,
- Aides, legs, donations et subventions obtenues **des partenaires**,
- Contributions financières des organisations intergouvernementales ou similaires dont l'activité est en relation avec les objectifs du RAESS,
- Fonds mobilisés à l'occasion de manifestations publiques,
- Fonds affectés spécialement à la réalisation des projets.

Article 14 « dissolution – dévolution du solde »

Point 2 : En cas de dissolution du RAESS, le Conseil d'Administration décide de la dévolution du solde actif à une organisation non gouvernementale, apolitique, **sans considération religieuse** et à but non lucratif à dimension continentale.

Ainsi tous les points ont été revus modifiés et validés par les membres avant de passer à l'assemblée ordinaire qui était aussi prévu le même jour lors duquel ont été présentés les points suivants :

- Bilan des activités 2013-2016 et perspectives/prospectives
- Présentation d'une nouvelle feuille de route du RAESS pour la période 2016-2018
- Adoption des grands axes du plan d'actions 2016-2018 ;
- Mise en place des instances de gouvernance

La séance a pris fin vers 11H30 avec une pause servie sur place avant de passer à l'Assemblée Générale Ordinaire.

Président de Séance

Secrétaire de séance

2. PROCES VERBAL DE L'ASSEMBLEE GENERALE ORDINAIRE DU RAESS (29 Avril 2016)

Etaient présents :

- RIESS/RCI
- REGESS/GUINNEE CONAKRY
- ROPESS /SENEGAL
- RESSCAM/CAMEROUN
- RENAPESS/BURKINA FASO
- RADES TUNISIE
- ONPHDB/NIGER
- GSESS/SENEGAL
- GBESS/BENIN
- RTESS/TOGO
- RAESS/MAROC
- REMESS/MAROC
- RENAPESS MALI

ORDRE DU JOUR :

- Bilan des activités 2013-2016 et perspectives/prospectives
- Présentation d'une nouvelle feuille de route du RAESS pour la période 2016-2018
- Adoption des grands axes du plan d'actions 2016-2018 ;
- Mise en place des instances de gouvernance

Après les mots de bienvenue du Président du RAESS, la responsable technique du RAESS a présenté :

1. Le Bilan des activités 2013-2016 et perspectives/prospectives

Son exposé s'est focalisé sur trois aspects :

- Le bilan des activités réalisées entre 2013 et 2016
- Les perspectives financières
- Les prospectives financières

A l'issue de la présentation, des propositions ont été faites qui portent sur :

- la capacitation et la formation ;
- la représentation du réseau ;
- présentation de nouvelles thématiques ;
- la commercialisation des produits entre les membres du RAESS.

Il est à noter que les dettes africaines ne seront plus recouvrées par les bailleurs.

Certains membres ont laissé des interrogations sur certains points du bilan 2013-2016 qui n'ont pas eu de réponses parce que le RAESS n'a pas de valeur juridique.

Il a été proposé de valider le bilan 2013-2016 à la réunion prochaine au Maroc.

2. Présentation de nouvelle feuille de route

La présentation a porté sur les points suivants :

- Demande de l'accord de siège du RAESS
- Obtenir un statut d'observateur auprès des instances africaines
- Réalisation d'une évaluation externe des réseaux nationaux de l'ESS ;
- Création d'une plateforme africaine de commerce équitable transnationale des petits producteurs et coopératifs
- Formation des acteurs terrains ;
- Identification de nouveaux réseaux nationaux représentant de grands chantiers de l'ESS
- Création de base de données pour permettre l'adhésion des petites entreprises

3. Adoption des grands axes du plan d'action 2016-2018

Cette activité se déroulera très prochainement au Maroc

4. La mise en place des instances de gouvernance

Le Président du RAESS étant désigné, les membres ont proposé au nouveaux Président en la personne de Madani KOUMARE de choisir les membres de son équipe

Ainsi la composition du nouveau bureau est composée comme suit :

Président : Madani KOUMARE

VICE Président : Abdellah SOUHIR

Secrétaire générale : Elise Pierrette MEMONG

Trésorier : Aboubakari SYLLA

Le nouveau Président a fait savoir qu'il s'attèlera à réaliser :

- Un budget prévisionnel
- Un plan d'action détaillée

Le montant des cotisations annuelles a été fixé à 150 euro et des contributions volontaires seront sollicitées en cas d'activités.

Par ailleurs, la tension qui existe au Sénégal a été discutée entre les membres et il a été recommandé aux deux parties sénégalaises de travailler à la mise en place d'une plateforme nationale de l'Economie sociale et solidaire. Les membres du Sénégal ont fait la promesse de régler cette affaire à la prochaine assemblée générale qu'il compte organiser entre les différentes organisations de leur réseau pour se conformer au règlement intérieur du RAESS.

L'assemblée a pris fin avec un tour de table des membres qui ont exprimé leurs sentiments de satisfaction et de remerciements.

Président de Séance

Secrétaire de séance

IX. LE CAMP DES JEUNES

1. Introduction :

Le camp des jeunes entrepreneurs sociaux, est une initiative du réseau intercontinental pour la promotion de l'économie sociale et solidaire (RIPESS) qui a souhaité à chaque rencontre des réseaux intercontinentaux et continentaux que les jeunes liés à l'ESS se trouvent dans un camp pour échanger au tour de la problématique jeunes. Pendant quatre jours les jeunes ont partagé leurs expériences, leurs expertises, présenter les projets innovateurs et ont tracé ensemble des perspectives. Le camp est à sa 4^{ème} éditions. (Bamako 2005, Dakar 2005, Luxembourg 2008, Bamako 2016)

Le Mali a déjà abrité ce camp à sa première édition en 2005 à Bamako, les résolutions issu du camp ont permis aux jeunes de participer à plusieurs rencontres de l'ESS à travers le Monde et ont contribué à l'amélioration des conditions de travail décent via l'ESS notamment dans les secteurs comme la musique, les Arts, le tourisme, le développement communautaire, l'enseignement etc.

Cette année, le Renapessa accueilli la 4^e édition de l'Assemblée Générale de la rencontre Africaine de l'Economie sociale et solidaire organisée par le Réseau Africain de l'Economie Sociale et Solidaire (le RAESS) du 26 au 30 Avril 2016 dont le thème central était « l'économie sociale et solidaire comme vecteur de la forte résilience des peuples Africains. » En marge de forum, s'est tenu le camp des jeunes au carrefour des jeunes de Bamako, baptisé le thé palabre avec une innovation à savoir une foire d'exposition des produits locaux provenant des entreprises sociales créés et dirigées par les jeunes hommes et femmes.

Ce camp de jeunes a vu la participation de soixante-dix (70) jeunes provenant des différentes régions du Mali et des pays africains.

Plusieurs thématiques ont été développées tout au long du forum dans ce camp, à savoir :

- Economie sociale et solidaire et Migrations, quelles relations ?
- Contributions des jeunes porteurs de projet de la diaspora dans le développement socioéconomique du pays
- Opportunités de l'ESS pour la création d'emplois en faveur des jeunes
- ESS et Genre quels enjeux ? Le leadership féminin, exemple de réussite.
- A la suite de ces thématiques, a eu lieu également des visites d'entreprises sociales par les participants pour s'inspirer de nouvelles initiatives.

2. Objectif principal :

L'objectif du camp était de renforcer les capacités organisationnelles et le leadership de 150 jeunes en entrepreneuriat social dont au moins 80 filles et 70 hommes.

3. Objectifs spécifiques :

- *Présenter et connaître l'Économie Sociale et solidaire aux participants.*
- *Partager l'expérience des pays en matière de création d'opportunité d'emploi.*
- *Identifier les différents partenaires (institutionnels et privés) afin que la jeunesse s'en inspire.*
- *Découvrir les outils de communication interne et externe de l'Économie Sociale et solidaire.*
- *Établir un cadre de partenariat entre l'Économie Sociale et Solidaire des pays (à travers les entreprises sociales)*
- *Visiter des entreprises sociales*
- *Adopter une déclaration dite de Bamako.*

4. Les résultats attendus :

1. *Les compétences de 150 jeunes dont 80 filles et 70 garçons sont renforcées en leadership et création d'entreprises sociales*
2. *L'Économie Sociale et solidaire est présentée et connue*
3. *L'expérience des pays en matière de création d'opportunité d'emploi est partagée*
4. *Les différents partenaires (institutionnels et privés) sont identifiés*
5. *Les outils de communication interne et externe de l'Économie Sociale et solidaire sont découverts*
6. *Un cadre de partenariat entre l'Économie Sociale et Solidaire des pays (à travers les entreprises sociales) est établi*
7. *Des entreprises sociales sont visitées*
8. *Une déclaration dite de Bamako est adoptée.*

5. Déroulement des activités :

Les travaux ont commencé plus précisément le 27 Avril à partir de 9h avec le thème « Economie sociale et solidaire et Genre », animé par Madame Aminata SOW chargée de Mission Grdr France et Assisté par Baba CISSE responsable pôle jeunesse du RENAPESS. Halimata SOW a tout d'abord réorganisé la salle en formant un cercle autour d'elle, histoire de rendre la communication plus participative que théorique. Elle a donné la parole à tour de rôle à tous les participants par rapport à ceux qu'ils pensent de l'économie sociale et

solidaire. La plus grande attente était que l'ESS est une opportunité sinon une chance pour les jeunes dans le cadre de la promotion et de la création de l'emploi. Halimata a donné plusieurs exemples de cas de réussite des projets ESS. Elle a parlé de l'accompagnement du GRDR en ce qui concerne les Migrants en termes d'appui-conseils, de financement de projet et de la restauration de leur dignité. En ce qui concerne le genre selon elle, les femmes sont plus exposées aux conséquences des risques migratoires ; de ce fait une attention particulière leur est réservée par le GRDR dans les programmes d'accompagnement. Il faut reconnaître que la méthodologie utilisée par SOW a suscité beaucoup de débat surtout au tour de la problématique de l'emploi au Mali, les obstacles que les jeunes racontent dans la recherche de l'emploi surtout quand on est une femme. A toutes ces questions, SOW a donné des réponses appropriées.

Ensuite, Baba CISSE a apporté des précisions sur différentes compréhensions et concepts de l'ESS ainsi que sa philosophie et ses acteurs ont été exposés et âprement discutés en plénière. Selon le conférencier, l'économie sociale et solidaire est donc l'ensemble des activités de production et de distribution de biens et de services menées par les sociétés coopératives, les mutuelles, les associations, les groupements d'intérêt économique (GIE) et les institutions de finances solidaires. Toutes ses activités sont soutenues par des valeurs et des principes. Ces échanges-débats ont été enrichis par différents témoignages tirés des pratiques vécues par les migrants participants et des expériences capitalisées de certaines organisations membres du RENAPESS.

Le 27 dans l'après Midi, deux thèmes ont été développés :

- Contributions des jeunes porteurs de projet de la diaspora dans le développement socioéconomique du pays par Monsieur Modibo Keita, Président de la jeunesse Union Africain ;
- Economie sociale et solidaire et Migrations, quelles relations ? par Monsieur Mohamed Niang du GRDR.

Pour le premier thème le président de la jeunesse a mis en exergue la capacité des jeunes d'agir pour le territoire en partageant son expérience en termes de diffusion de l'esprit d'initiative et la culture entrepreneuriale en région de Sikasso. Pour passer de la culture salariale à la culture entrepreneuriale, son entreprise a procédé par des séances d'information dans le milieu universitaire et scolaire, sensibilisation dans les entreprises, initiation et formation. Les groupes cibles sont les écoliers, collégiens, lycéens, étudiants, jeunes, femmes, responsables d'entreprises, collectivités.

Par cette démarche, au moins 20 000 entreprises peuvent être créées par an.

Le deuxième thème, le GRDR a *défini la mobilité comme un vivier d'innovations* ; démontré l'articulation entre la migration et l'ESS ; mis l'accent sur les plus-values des mobilités humaines (émigration et immigration) dans la région de Kayes en démontrant que les migrants (émigrants et immigrants) sont les pionniers du développement local, acteurs-clés dans l'investissement (économique), acteurs importants du changement social. Ils ont enfin présenté comment les acteurs de la région de Kayes se sont organisés pour parler d'un enjeu majeur de leur région qui est la migration. Le conférencier a aussi touché la question de la solidarité internationale. Quelques **enseignements tirés de l'atelier**

Les mobilités sont des facteurs d'innovation sociale dans les zones de départ et d'accueil.

La formation professionnelle est un moyen efficace de lutte contre le chômage et la radicalisation : il est bien possible que la jeunesse soit un espoir et non une bombe à retardement.

Les définitions de l'ESS pour les jeunes se rapprochent. L'ESS est pour les jeunes une réponse alternative aux mêmes enjeux.

La solidarité n'a pas de frontière, la solidarité internationale est à l'échelle locale. L'international est au pied de chacun.

La solidarité internationale est une richesse si elle se base sur l'interdépendance et non de l'aide uniquement.

La solidarité internationale est à développer et à apprendre au Sud.

Il y a un besoin crucial d'organisation, de structuration et de mise en commun pour maîtriser les enjeux des territoires (forte ouverture à la diversité).

Le développement économique est peu pris en compte dans les actions des acteurs de la solidarité internationale, les acteurs l'ont avoué et en ont pris conscience.

A la suite de son exposé, les participants ont posé plusieurs questions :

- Comment le GRDR gère le paradoxe : les jeunes veulent partir à l'extérieur pendant que le GRDR travaille à les maintenir ?
- Pourquoi sa structure s'intéresse à l'ESS ? Le bilan du GRDR en matière d'accompagnement des jeunes Migrants de sa création à aujourd'hui.
- Quelle différence entre Migration et immigration ?

À toutes ces questions, le conférencier a donné des réponses satisfaites.

A l'issue de nos différents travaux de réflexion collégiale, demandons au RESEAU AFRICAIN DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (RAESS) :

- La création d'un **Forum des Jeunes Africains pour la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire en abrégé (FO.J.A.P.E.S.S)** ;
- **L'instauration d'un fond des jeunes** pour la promotion de l'Economie Sociale et Solidaire ;
- **La création d'un observatoire africain des jeunes** pour **l'appui à la promotion, à la réflexion et à la capitalisation** de l'Economie Sociale et Solidaire à fin de **renforcer le micro entrepreneuriat** en faveur **des jeunes défavorisés en milieu urbain et rural** ;
- Une **implication des jeunes dans les instances de décision** du Réseau Africain de l'Economie Sociale et Solidaire (RAESS) à fin de **mieux préparer la relève** ;
- Une **promotion effective, consciente et responsable des produits locaux** en vue d'accompagner la femme dans sa lourde tâche ;
- Une **facilitation d'échange d'expérience** entre les jeunes membres du réseau ;
- Une **capacitation à travers l'élaboration d'outils d'animation** ;
- **L'instauration d'un dialogue équitable** entre jeunes, adultes et décideurs sur l'Economie Sociale et Solidaire ;
- Une **meilleure sensibilisation et information** sur les grands défis du siècle (**la migration, le paludisme, les maladies sexuellement transmissibles, la protection de l'environnement, le terrorisme et autres**).
- **L'impulsion d'une conscience citoyenne et responsable** pour favoriser la commercialisation juste et équitable des produits locaux (l'effort de nos braves femmes ;
- La **promotion d'un partenariat franc** entre le nord et le sud et le sud-sud ;

- Une **augmentation du volume de financement des projets solidaires** jeunes ;
- Une **facilitation de l'accès au crédit solidaire** ;
- Une **capacitation durable et efficace des jeunes** ;
- La **création d'un cadre de suivi des actions**.

Je ne saurais terminer sans adresser nos motions de remerciements :

Au **gouvernement Malien** pour son accompagnement ;

Au Réseau National d'Appui à la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (**RENAPESS-MALI**) pour la réussite de cette 4^{ème} édition (BAMAKO 2016);

Nos motions de remerciements vont également à l'encontre des **dirigeants du RAESS** ;

Aux **pays membres** et surtout aux **braves femmes** qui sont la **locomotive** de cette Economie Sociale et solidaire.

Ensemble, renforçons le pouvoir d'agir des jeunes pour une Economie Sociale et Solidaire forte.

Le 29 Avril, une thématique animée en deux volets par Baba CISSE du RENAPESS ET BABA Kaba de la guinée Conakry sous le thème « Opportunités de l'ESS pour la création d'emplois en faveur des jeunes ».

Pour Baba CISSE, les domaines d'activités où l'ESS peut intervenir sont nombreux et variés. On peut citer par exemple :

- L'action sociale ;
- Les activités financières et d'assurance ;
- L'agriculture, la pêche, la sylviculture ;
- L'art et le spectacle ;
- Le commerce ;
- La construction ;
- L'enseignement ;
- L'hébergement, la restauration ;
- L'industrie ;
- La santé humaine...

Exemples de modèles d'entreprise sociale :

Exemple 1: L'espace FERE KENE

L'espace FERE KENE est né d'un constat : les artisans locaux de Bamako étudiants, malgré leur savoir-faire et leur habilité, ne parviennent pas à développer une activité artisanale qui leur permette de subvenir à leurs besoins les plus vitaux (nourriture, vêtements, santé, éducation, etc.).

L'espace FERE KENE est une initiative de l'Association Jeunesse Action (AJA MALI), une ONG créée en juillet 1993.

Mission : « contribuer à la réduction de la pauvreté aux niveaux local et régional par le biais de la recherche des données sur les petits métiers, l'accompagnement scolaire des enfants apprentis, l'alphabétisation et la préprofessionnalisation des enfants non scolarisés à travers les CED (centre d'éducation pour le développement), la formation qualifiante de jeunes filles et garçons, l'appui aux femmes démunies à travers les causeries éducatives et l'appui à leurs AGR et l'appui à l'autopromotion d'un réseau de micro entrepreneurs ».

FERE KENE signifie « Un espace du village où les jeunes talents exposent leurs savoir, savoir-faire et savoir-être traditionnels ». En Bambara, il est associé ici au mot « création ou innovation » qui concorde avec l'objectif premier de son activité : permettre aux artisans de développer une activité artisanale prospère et durable.

Confiant en ses capacités, les membres de FERE KENE réfutent la facilité : « pas de cadeau, pas de subvention » et se positionne : gagner beaucoup d'argent et consolider leurs valeurs sociales par le biais du commerce équitable.

Des produits réalisés suivants des critères de norme par des artisans partenaires sont enregistrés et stockés dans l'espace d'exposition vente de FERE KENE. Ceci se charge de leur promotion et de leur écoulement à un prix convenu majorer de ses frais administratifs et de développement.

Les produits :

Les articles issus des volets d'art et alimentaires de l'artisanat sont produits. Ils sont réceptionnés suivant des critères définis par FERE KENE :

- la qualité technique ;
- l'origine locale des matières premières ;
- l'utilité ;
- la valeur socioculturelle ;
- le coût de production ;
- le niveau de commande.

Exemple 2 : La cuisine collective au Mali

Depuis juin 2007, l'ONG Woïyo Kondéye avec l'appui du CECI a démarré la cuisine collective qui se définit comme :

Un groupe de femmes aidées d'une animatrice formée en nutrition qui mettent en commun leur temps, leur argent et leurs connaissances pour confectionner des plats sains, nutritifs, variés, économiques, faciles à conserver et faits à partir d'aliments locaux. Le tout se fait dans le plaisir, la convivialité, le respect de l'autre, l'entraide et le partage.

Les objectifs de la cuisine sont :

- Acquérir et renforcer des connaissances nutritionnelles et hygiéniques ;
- Préparer des repas sains et économiques grâce à un savoir-faire culinaire ;
- Améliorer l'alimentation des participantes et leurs familles ;

- Valoriser et promouvoir les produits locaux et recettes locales ;
- Offrir un service traiteur de recettes locales.

Les activités des cuisines collectives sont basées sur la préparation et la transformation des produits locaux hautement nutritifs. Ces aliments sont transformés et préparés à partir des produits locaux qui sont abondants selon les saisons. Ils sont constitués de céréales (mil, sorgho, fonio, riz, blé, etc.) de légumineuses (haricot, arachide, soja, etc.), de fruits (mangues, bananes, ananas et de légumes).

Pour soutenir les activités de la cuisine collective, un service traiteur des recettes locales est initié par les femmes et une variété de menus est offerte.

Ces activités de la cuisine collective permettent de :

- Renforcer et valoriser les bonnes pratiques d'alimentation qui existent chez nous et d'encourager la consommation d'aliments locaux par les Maliens et les touristes ;
- Créer un espace d'échanges sur l'art culinaire malien en valorisant les femmes par les activités de la cuisine ;
 - Lutter contre la pauvreté et valoriser la fonction cuisine à la base à travers la création d'emploi et l'augmentation des revenus des femmes et de tous les intervenants de la filière ;
 - Promouvoir les recettes locales et les produits locaux précuits.

Rapporteur general Baba Boubacar

X. LA CLÔTURE

Au terme de trois jours de travaux et d'échanges, la rencontre Bamako 2016 a été clôturée par un cocktail assuré par les membres du RENAPESS. Au cours de ce cocktail plusieurs ont présentés à l'assistance. Il s'agit de :

1. Discours de clôture du représentant du ministre

- **Honorables Députés de l'Assemblée Nationale du Mali ;**
- **Monsieur le Représentant de Madame la Ministre de l'Artisanat et de l'Économie Sociale et Solidaire du Royaume du Maroc ;**
- **Monsieur le Maire du District de Bamako ;**
- **Monsieur le Maire de la Commune III du District de Bamako ;**
- **Monsieur le Représentant du Président de l'Assemblée Nationale de la Guinée ;**
- **Monsieur le Représentant de la Présidente du Conseil Economique, Social et culturel de la Guinée ;**

- **Monsieur le Directeur National de l'Office de la Promotion de l'Artisanat de la Guinée représentant le Ministre du Tourisme et de l'Artisanat ;**
- **Mesdames et Messieurs les représentants des Institutions et départements ministériels du Mali ;**
- **Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations de la Coopération bilatérale et multilatérale ;**
- **Mesdames et Messieurs les Chefs des services centraux ;**
- **Monsieur le Directeur Pays du Centre d'Etude et de Coopération Internationale (CECI), représentant le Président du Conseil d'Administration ;**
- **Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations de la Société civile ;**
- **Monsieur le Président du Réseau Africain de l'Economie Sociale et Solidaire (RAESS) ;**
- **Mesdames et Messieurs les Présidents nationaux des réseaux africains d'Economie Sociale et Solidaire ;**
- **Monsieur le Représentant du Réseau International pour la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (RIPESS) ;**
- **Monsieur le Président du Réseau National d'Appui à la Promotion de l'Économie Sociale et Solidaire (RENAPESS) ;**
- **Mesdames et Messieurs les participants d'Afrique du Sud, du Bénin, du Burkina Faso, du Cameroun, du Cap Vert, de la Côte d'Ivoire, du Gabon, de la Guinée Conakry, de la Guinée Bissau, de l'Ile Maurice, du Maroc, du Niger, du Sénégal, du Togo, de la Tunisie, de la RDC, du Congo et du Mali ;**
- **Mesdames et Messieurs les Représentants des pays observateurs ;**
- **Mesdames et Messieurs de la presse ;**
- **Honorables Invités ;**
- **Mesdames, Messieurs en vos rangs et qualités.**

Tout est bien qui finit bien, nous voici donc aux termes de nos travaux de trois jours d'intenses débats sur la problématique de l'économie sociale et solidaire non pas comme simple alternative de développement mais un système de valeurs dont le socle est la solidarité, l'entraide et l'équité.

En effet, cette importante rencontre ayant pour thème : « **L'économie sociale et solidaire : vecteur de la forte résilience des peuples africains** » a pleinement répondu à ses attentes, j'allai dire toutes ses attentes.

En cette heureuse circonstance, je voudrais adresser mes vives félicitations à l'ensemble des réseaux africains ici présents pour leur engagement, leur combativité dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités sociales.

Honorables Invités ;

Mesdames et Messieurs

Cette rencontre, organisée par le RENAPESS et le RAESS, en partenariat avec le Département en charge de l'Economie Sociale et Solidaire, le CECI et le Réseau malien des parlementaires en Economie Sociale et Solidaire, a été effectivement consacrée comme à l'entame de mes propos d'ouverture un espace de convergence de savoir et de bonnes pratiques pour renforcer les politiques publiques en vue de la résilience.

Ce pari, vous l'avez assurément gagné car d'éminentes personnalités ont rivalisé de talents à travers une pluralité de thèmes tous aussi intéressants les uns que les autres à l'effet d'établir une compréhension commune sur les concepts et les approches d'interventions en matière d'ESS.

C'est le lieu pour moi de saluer les membres fondateurs du Réseau Africain d'Economie Sociale et Solidaire pour leur clairvoyance j'allai dire vision pour le rayonnement de notre continent où l'emploi des femmes et des jeunes demeure un défi majeur à relever.

Ayons donc, cette capacité d'anticipation pour être dans le bon wagon et emprunter le train qui vient à l'heure et toujours à l'heure. Le combat à livrer c'est-à-dire l'ESS perçue comme une intelligence en termes de créativité, d'innovations pour répondre à un besoin de solidarité en vue d'une production des biens et services et une meilleure redistribution.

Les enjeux ont été clairement définis au cours de vos échanges car des préoccupations fortes ont été relevées devant nos servir désormais de boussole à savoir :

- Le pragmatisme dans les échanges afin de toucher du doigt les vrais freins entravant l'essor ou la promotion de l'ESS et les perspectives pour une meilleure atteinte des objectifs ;
- La capitalisation des expériences réussies et les diffuser pour en faire des cas d'écoles et favoriser leur propulsion dans tous nos pays ;
- La création et la stimulation pour une transformation des produits locaux et définir des stratégies efficaces pour leur écoulement dans un marché africain mieux structuré estampillé du label made in Afrique ;
- La création ou le renforcement des dispositifs en termes d'observatoire pour un géo-référencement des données ;
- La transition de l'économie informelle vers celle formelle pour une meilleure structuration des organisations de l'ESS et promouvoir le développement inclusif et durable ;

- La problématique de couverture du risque maladie et éventuellement d'ordre formes assurantielles pour les acteurs de l'ESS en vue de mieux contribuer au développement ;
- La problématique de financement de l'ESS et l'opportunité de création d'un fonds dédié à l'ESS dans les pays avec la réflexion d'une érection de l'ESS en département ministériel spécifique, etc.

Je suis à présent convaincu à travers la qualité de vos débats et sur la base des comptes rendus faits que le RENAPESS et le RAESS ont véritablement pris la juste mesure des enjeux et des défis liés à l'essor de ce secteur.

Je me réjouis de l'élaboration et également de l'adoption d'une feuille de route et un ensemble de stratégies pour une meilleure promotion de l'ESS en Afrique devant être désormais le fil rouge conditionnant nos interventions.

Honorables Invités ;

Mesdames et Messieurs

Au moment où s'éteignent les lampions sur la 4^{ème} rencontre bisannuelle des réseaux africains d'économie sociale et solidaire vous allez bientôt prendre congé les uns des autres et scruter dans d'autres horizons. Oui, ceci est légitime car le Maroc vient de passer le témoin au Mali pour assurer désormais la coordination de ce vaste réseau.

C'est une lourde responsabilité mais tout de même exaltante mission car il s'agit de jouer une partition dans l'édification d'un dispositif puissant à travers des projets ambitieux et structurants.

C'est pourquoi, considérant cette rencontre comme une de plus mais pas de trop, je vous exhorte à garder vivace la flamme de l'ESS toujours allumée car le groupe va se disperser mais je demeure convaincu que le formidable réseautage permettra de maintenir cette dynamique créée à l'effet d'établir des liens permanents en termes de pistes pour déboucher à l'autoroute africaine espace sous régional d'espoir et d'espérance de progrès.

Au nom des plus hautes autorités de mon pays et au mien propre, je vous réitère toute notre gratitude d'avoir braver les intempéries, ce soleil accablant et le défi sécuritaire pour être des nôtres et partager les expériences.

De l'avis de tous, ce fut un franc succès et tout le mérite vous revient mais la lourde tâche vous revient de mettre les autres n'ayant pas été les témoins privilégiés de cette 4^{ème} rencontre bisannuelle de Bamako de faire une fidèle restitution et de conduire harmonieusement notre train ESS afin qu'il arrive à bon port et à l'heure où l'Afrique indéniablement sauvera l'humanité.

C'est en nourrissant ce vœu si cher pour notre continent, berceau de l'humanité que je remercie tous les participants, tous les PTF, tous les organisateurs en déclarant clos les travaux de la 4^{ème} rencontre bisannuelle de l'Economie Sociale et Solidaire et vous souhaite un bon retour dans vos pays respectifs.

Vive l'ESS dans une Afrique unie et en marche vers la prospérité.

Je vous remercie de votre écoute solidaire

**2. DECLARATION COMMUNE DU CAMP DES JEUNES A LA 4ème
RENCONTRE DU RESEAU AFRICAIN DE L'ECONOMIE SOCIALE ET
SOLIDAIRE (BAMAKO 2016) du 26 AU 30 AVRIL 2016**

Mes dames et messieurs, chers (es) jeunes invités et partenaires présentent à cette 4ème Rencontre du Réseau Africain de l'Economie Sociale et Solidaire, Bonsoir.

- ☐ Vu l'importance de l'Economie Sociale et Solidaire pour la croissance et la réduction de la pauvreté,
- ☐ Vu le rôle de l'Economie Sociale et Solidaire dans la création d'emploi décent en tant que moyen d'insertion professionnelle et économique pour les jeunes, les femmes, les personnes en situation de handicap, les migrants et de résilience des populations en situation de crise ;
- ☐ Vu que l'Economie Sociale et Sociale est une alternative et un véritable levier de création de richesse ;
- ☐ Vu la difficulté pour nos économies à créer suffisamment d'emploi pour les jeunes qui cherchent une solution des destinations incertaines (Migration) ;
- ☐ Vu la place qu'occupent les jeunes dans le développement économique et Social de nos nations,

Nous jeunes panafricains de la Guinée-Conakry, du Togo, du Niger, du Bénin, du Cameroun, du Sénégal, de la RDC, du Burkina Faso, du Maroc, de la Tunisie, de la Côte d'Ivoire, la Guinée Bissau et notre cher MALIBA pays hôte de cette 4ème rencontre, je nomme ici la République du Mali.

A l'issue de nos différents travaux de réflexion collégiale, demandons au RESEAU AFRICAIN DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE (RAESS) :

- 1. La création d'un Forum des Jeunes Africains pour la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire en abrégé (FO.J.A.P.E.S.S) ;**
- 2. L'instauration d'un fond des jeunes** pour la promotion de l'Economie Sociale et Solidaire ;
- 3. La création d'un observatoire africain des jeunes pour l'appui à la promotion, à la réflexion et à la capitalisation** de l'Economie Sociale et Solidaire à fin de **renforcer le micro entrepreneuriat** en faveur **des jeunes défavorisés en milieu urbain et rural ;**

4. Une **implication des jeunes dans les instances de décision** du Réseau Africain de l'Economie Sociale et Solidaire (RAESS) afin de **mieux préparer la relève** ;
5. Une **promotion effective, consciente et responsable des produits locaux** en vue d'accompagner la femme dans sa lourde tâche;
6. Une **facilitation d'échange d'expériences entre les jeunes membres du réseau** ;
7. Une **capacitation à travers l'élaboration d'outils d'animation** ;
8. L'**instauration d'un dialogue équitable** entre jeunes, adultes et décideurs sur l'Economie Sociale et Solidaire ;
9. Une **meilleure sensibilisation et information** sur les grands défis du siècle (**la migration, le paludisme, les maladies sexuellement transmissibles, la protection de l'environnement, le terrorisme et autres**).
10. L'**impulsion d'une conscience citoyenne et responsable** pour favoriser la commercialisation juste et équitable des produits locaux ;
11. La **promotion d'un partenariat franc** entre le Nord et le Sud et le Sud-Sud ;
12. Une **augmentation du volume de financement des projets solidaires** « jeunes » ;
13. Une **facilitation de l'accès au crédit solidaire** ;
14. Une **capacitation durable et efficace des jeunes** ;
15. La **création d'un cadre de suivi des actions**.

Je ne saurais terminer sans adresser nos motions de remerciements :

Au **gouvernement Malien** pour son accompagnement ;

Au Réseau National d'Appui à la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (**RENAPESS-MALI**) pour la réussite de cette 4ème édition (**BAMAKO 2016**) ;

Nos motions de remerciements vont également à l'encontre des **dirigeants du RAESS** ;

Aux **pays membres** et surtout aux **braves femmes** qui sont la **locomotrice** de cette Economie Sociale et solidaire.

Ensemble, renforçons le pouvoir d'agir des jeunes pour une Economie Sociale et Solidaire forte.

VIVE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE
VIVE LE RAESS
VIVE LA JEUNESSE RAESS
Je vous remercie.

3. DECLARATION DE LA 4^{ème} RENCONTRE DE L'ECONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE/SYNTHESE ET RECOMMANDATIONS

- La volonté politique exprimée par plusieurs pays du continent africain pour faire valoir le Partenariat Public-Privé doit réserver une attention particulière à la question de transfert d'une partie des responsabilités aux acteurs de l'Economie Sociale et Solidaire (ESS), qui ont la possibilité d'animer et d'encadrer un territoire ainsi que de répondre aux attentes socio-économiques des populations concernées et ce, en se basant sur le principe de la subsidiarité ;
- Les gouvernements sont invités à repenser l'ESS pour qu'elle ait la place qu'elle mérite sur l'échiquier des modèles de développement et des politiques choisies pour une économie juste et équitable. Pour ce faire, il y a lieu de considérer l'ESS comme une nouvelle façon de concevoir le développement dans une dimension transversale, intersectorielle et non comme un secteur à caractère vertical, relevant d'un portefeuille ministériel unique ;
- Les politiques publiques et les instances qui gouvernent l'économie de marché doivent jouer un rôle important pour humaniser les investissements à caractère lucratif et mercantiliste de telle sorte que la primauté humaine soit reconnue en lieu et place du capital. Aussi, la dimension environnementale doit constituer une préoccupation majeure dans les stratégies et plans d'actions à venir, notamment devant le débat universel sur les enjeux du changement climatique COP 21 / COP 22 ;
- L'ESS doit être inscrite dans toutes les démarches et les initiatives des Pouvoirs Publics et du Privé qui tentent d'installer la déconcentration, la décentralisation et la régionalisation. Cette considération doit tenir compte du rôle incontournable des Collectivités Locales qui doivent désormais jouer le rôle de promoteur en faveur d'un développement inclusif et d'une économie juste et équitable territorialisée ;
- Les aspects juridiques et réglementaires qui régissent le champ de l'ESS doivent faire l'objet d'un examen approprié pour promouvoir la contribution et la mission des coopératives, des associations, des mutuelles et des entreprises sociales. Ces aspects doivent connaître une certaine harmonisation entre les pays du continent, ce qui va accélérer l'intégration des sous-régions du continent, ainsi que développer la coopération et l'échange entre les grandes familles de l'ESS de nos pays ;

- Il est recommandé de suivre l'exemple de la dynamique malienne qui a pu amener les représentants du peuple (parlementaires et conseillers) à se constituer en réseau pour défendre les politiques et les programmes de l'ESS dans le pays et de travailler de concert avec la société civile ;
- L'ESS du continent africain a besoin de capitaux patients et structurants ; pour cela, les pouvoirs publics, les acteurs privés et la société civile doivent ensemble identifier les voies et les moyens appropriés pour rendre disponible un financement solidaire, mutualisé, capable de répondre à la demande de petits producteurs dans les différents domaines économiques en privilégiant le monde rural et les zones enclavées ;
- Dans le domaine agricole, une attention particulière doit être accordée au petit producteur agricole afin de lui offrir les conditions nécessaires et suffisantes pour qu'il devienne une sécurité pour sa famille et un contributeur en vue de la sécurité alimentaire de son pays. Pour cela, il est nécessaire d'observer une organisation sectorielle qui doit être basée sur le principe de l'agrégation pour que la corporation des petits producteurs soit possible et compétitive par rapport aux gros capitaux investis dans le domaine de l'agriculture. L'ESS peut servir de modèle assurant ainsi une agrégation intelligente, capable d'apporter les solutions attendues par l'activité agricole du pays ;
- Il est également recommandé parmi les préoccupations majeures, la prise en compte du genre et de la jeunesse dans tous les programmes de développement préconisés. L'ESS réserve un espace de choix à cette préoccupation pour résorber le chômage des jeunes et l'exclusion des femmes. Elle constitue une alternative pour lutter contre la déperdition du capital humain du Sud, provoquée par le phénomène migratoire ;
- La problématique de commercialisation qui frappe les produits du terroir trouve une partie de sa solution dans la coopération inter-pays et dans la mise en place d'un dispositif d'échanges commerciaux tenant compte à la fois de la fragilité de la très petite entreprise et de la valeur culturelle et sociale du produit en question. Cette promotion commerciale va sans doute contribuer à la création des richesses et à leur meilleure répartition, à l'aménagement du territoire et au maintien des populations locales ;
- La problématique sociale fait partie intégrante des questionnements et des débats issus des rencontres des acteurs de l'ESS. Il est recommandé que les systèmes de protection sociale et de couverture médicale soient installés selon les principes de mutualité et de solidarité.

MOTION DE REMERCIEMENT

Les participants, réunis le 28 avril 2016 au Centre International de Conférence de Bamako (CICB), saisissent cette occasion pour exprimer à la Haute autorité et au Gouvernement

malien leurs sincères remerciements pour l'invitation et l'organisation de cette 4^{ème} Rencontre du Réseau Africain de l'Economie Sociale et Solidaire (RAESS), qui a permis aux réseaux nationaux de l'ESS, aux experts et aux universitaires, aux délégations officielles représentées, d'échanger sur les grandes questions concernant le développement et le devenir des politiques gouvernementales relatives à l'Economie Sociale et Solidaire.

Les remerciements s'adressent également à la société civile malienne à travers le Réseau National d'Appui à la Promotion de l'Economie Sociale et Solidaire (RENAPESS), qui a su mobiliser les femmes et les hommes pour réunir les conditions de réussite.

Vive le Mali !

Vive le RAESS !

Vive l'Afrique unie et solidaire

XI. CONCLUSION

La rencontre Bamako 2016 a été un total succès pour le RENAPESS qui se situe à plusieurs niveaux. Sur le plan de la mobilisation, sur 150 participants attendus, plus de 400 personnes ont été au rendez-vous de Bamako 2016. Au compte du deuxième jour, les trois ateliers ont fait le plein et les stands aussi ont été tenus par les participants durant toute la durée la rencontre. Au terme de la rencontre une attestation de participation a été remise à tous les exposants ainsi qu'aux hôtes qui ont tout mis en œuvre pour la réussite à travers leur disponibilité et leur engagement.

Des félicitations ont été faites au RENAPESS qui malgré les difficultés de plusieurs ordres a réussi à relever le défi de l'organisation de cette rencontre africaine de l'ESS et c'est la Guinée Conakry qui a été choisi pour l'accueil de la prochaine édition dans deux ans.

